Prise de parole UD CGT 69 – Préfecture 14/04/2023

Cher-e-s Camarades,

Nous traversons une période de lutte sociale intense contre la « réforme » des retraites imposée à marche forcée par un gouvernement sourd et hostile.
Nous savons qu'avec cette réforme, après toutes celles qui l'ont précédée, les carrières commencées tardivement, après un nombre significatif d'années d'études, vont s'éterniser bien au-delà de 64 ans, jusqu'à 67, voire 70 ans !
Nous savons que cette réforme est mauvaise pour les carrières des femmes.
Nous savons que cette réforme n'est qu'une étape vers le but ultime de celles et ceux qui gouvernent la France aujourd'hui : la destruction du régime de retraite, des statuts pionniers et plus généralement de toutes les conquêtes sociales.

Depuis le 19 janvier, et forts de très nombreuses journée de grève à l'appel de l'intersyndicale, en reconduction sur plusieurs périodes pour certains secteurs, le monde du travail et de la jeunesse sont plus que jamais solidement mobilisés pour gagner le retrait de la réforme des retraites.

La CGT réaffirme la défense du droit à une retraite digne à 60 ans à taux plein et avant pour les métiers pénibles. Mais également la nécessité d'augmenter les salaires, les pensions, et d'embaucher massivement dans le public comme dans le privé.

Le gouvernement, coupé des réalités des travailleuses et travailleurs, coupé de l'opinion publique, se rend responsable d'une profonde crise démocratique et institutionnelle.

Ils et elles étaient nombreux-ses à parier sur l'essoufflement du mouvement, sur l'éclatement de l'intersyndicale. **Il n'en est rien.**
L'intersyndicale toujours unie, a réaffirmé à la première ministre que la seule issue était le retrait.
Quant à la mobilisation, avec plus de 3 millions de personnes dans les manifestations, soutenus par 93% de la population, elle est historique.

Ce jour à l'occasion du Conseil Constitutionnel, les « sages » vont statuer en droit mais devront également tenir compte des conséquences sociales pour notre pays de cette réforme injuste, inégalitaire et brutale.
Une censure partielle, de certaines dispositions, pourrait voir le jour. La réforme n'en serait pour autant, pas acceptable.
Pour toutes les organisations syndicales, il n'y a qu'une issue :
Le retrait pur et simple de la réforme.
On ne gouverne pas contre la population et nous devons rester mobilisés pour gagner le retrait !

Face au mépris et au déni démocratique, la colère augmente et s'exprime très fortement.
Le gouvernement est responsable de la situation explosive et doit entendre la population.

Notre première ministre, bornée, espère qu'un avis favorable éteindrait les braises de la colère sociale. Elle se trompe lourdement.
Même considérée constitutionnelle cette loi resterait inutile, injuste et brutale. Nous refusons de perdre 2 ans de vie à travailler dans des conditions toujours plus dégradées, pour des salaires loin d'être à la hauteur de l'inflation galopante.

Si le gouvernement, bien que minoritaire dans le pays, s'entête ; le MEDEF lui se tait, en se frottant les mains à l'idée de nous user toujours plus.
Cela fait d'autant plus le jeu de l'extrême droite, les députés RN, votant allègrement les projets de loi macronistes, pour l'occasion, se sont voilés d'une opposition de façade à des fins purement électoralistes.

Une nouvelle fois le seul recours des travailleuses et des travailleurs c'est leur mobilisation par la grève, leur mise en action pour faire valoir leur droit à la justice sociale et imposer d'autres choix.
L'économie est impactée, le gouvernement est fébrile. La France est observée partout dans le monde.

L'aveuglement du gouvernement et cette surdité intenable, véhiculés à travers l'ego démesuré du président Macron, doivent cesser au plus vite. Alors que l'opinion publique soutien la mobilisation comme aux premiers jours, Macron voudrait passer à autre chose. C'est hors de question, nous ne zapperons pas ! **64 ans c'est toujours NON !**

La colère est toujours là, ni la répression, ni les mensonges, ni les manipulations ne feront reculer les travailleuses et les travailleurs.
Au lieu de prendre la mesure de la situation dans le pays et du profond rejet de cette réforme par l'immense majorité des salariés, le gouvernement tente de tourner la page en évoquant notamment les modalités de mise en œuvre de la loi, ou encore les contours d'une loi « Travail » à venir. La crise est le fait de ce gouvernement hors-sol : la seule sortie de crise possible, c'est le retrait !

CONSTITUTIONNELLE OU PAS, CETTE LOI, ON N'EN VEUT PAS !

La CGT appelle à tenir des assemblées générales, à s'organiser collectivement dans les jours et les semaines à venir, sur tous les lieux de travail pour élever le rapport de force, et obtenir satisfaction aux justes revendications qui s'expriment quotidiennement. De nouvelles personnes rejoignent la lutte au fil des journées de mobilisation. Le gouvernement est aux abois face à une contestation qui s'installe. La victoire est à portée de main !

La CGT appelle les travailleuses et les travailleurs, la jeunesse, les privés d'emploi et les retraités à poursuivre avec force et détermination les actions et les grèves sous toutes leurs formes, pour gagner le retrait de la réforme des retraites !

NOTRE DÉTERMINATION EST INTACTE ! Ne lâchons rien mes camarades. Vive la lutte et vive la CGT !